

termes étaient modifiés, nous devrions trouver la formule qui rétablirait l'équilibre des bénéfices réciproques. Bien des pays retirent de leurs exportations un revenu qui dépend d'une gamme fort limitée de produits; le sort de ces produits leur importe donc au premier chef, et ils ne sauraient se contenter de doctrines abstraites sur l'incidence globale du tarif commun.

Exportations agricoles

"Le Canada s'intéresse tout particulièrement aux produits agricoles, qui représentent plus de 40 p. 100 de ses exportations aux pays membres de la Communauté économique européenne. Dans nombre de cas importants, les tarifs sur ces produits ne jouent qu'un rôle secondaire, par suite d'autres mesures appliquées ou projetées par les Six afin de régler les importations de ce genre. Nous serons forcés d'analyser ce problème avec le plus grand soin; le Gouvernement canadien estime qu'il faut chercher une solution fournissant des termes clairs et raisonnables pour l'exportation de nos produits agricoles vers la Communauté. Des concessions mutuelles ne seront possibles que si la Communauté économique européenne est disposée à assumer des responsabilités suffisantes dans ce secteur important du commerce international.

"La délégation du Canada espère contribuer au succès de la présente conférence, mais elle sait qu'il y aura bien des obstacles à surmonter. Nous avons de grands intérêts économiques en Europe et dans d'autres continents, et ces intérêts, nous sommes ici pour les protéger et pour les pousser.

"Au cours des mois qui vont suivre, il nous faudra beaucoup d'efforts et de bonne volonté pour que la renégociation des ententes soit couronnée de succès, et pour que les pays de l'extérieur puissent avoir un accès toujours plus libre au marché des Six. Entreprenons avec diligence et méthode l'étude des problèmes qui nous sollicitent; ils ne seront résolus que si chacun se montre raisonnable et compréhensif."

LISTE DES PARTIES CONTRACTANTES DU GATT

Australie	États-Unis	Indonésie	République fédérale
Autriche	Fédération de Malaisie	Italie	d'Allemagne
Belgique	Fédération de Rhodésie	Japon	Royaume des Pays-Bas
Birmanie	et du Nyassaland	Luxembourg	Royaume-Uni
Brésil	Finlande	Nicaragua	Suède
Canada	France	Norvège	Tchécoslovaquie
Ceylan	Ghana	Nouvelle-Zélande	Turquie
Chili	Grèce	Pakistan	Union Sud-Africaine
Cuba	Haïti	Pérou	Uruguay
Danemark	Inde	République Dominicaine	

Note: Les pays ci-après ont accédé provisoirement au GATT: Israël*, Suisse et Tunisie*.
Les pays ci-après participent aux travaux du GATT en vertu d'ententes diverses: Cambodge*, Espagne*, Portugal* et Yougoslavie.

*Participeront à la conférence en vue d'accéder pleinement au GATT.